



DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES  
> **administration**

# ARRÊTÉ

## AUTORISATION STATIONNEMENT

### ALLEE DE LA GUIGNACE

### A PROXIMITE IMMEDIATE DE L'ENTREE

### DU CIMETIERE

Date : 13 MAI 2026

N° : ARR DST 2026 140

**Le maire de la Ville de Saran,**

Vu l'arrêté n° ARR\_DGS\_2026\_087 du 31 mars 2026 portant délégation de fonction à Monsieur Philippe Dolbeault pour assurer toute fonction dans les domaines des Travaux et du Patrimoine,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L 2542-2, L2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2,

VU l'article 610-5 du nouveau Code Pénal,

VU le Code de la Route et notamment les articles R 417-9, R 417-10, R 417-11,

VU l'arrêté interministériel sur la circulation routière (livre 1 – 8ème partie signalisation temporaire), approuvé par l'arrêté ministériel du 15 juillet 1974,

Considérant la nécessité d'autoriser l'entreprise CCE FRANCE – 2 rue Antoine Magne – 45400 FLEURY LES AUBRAIS, dans le cadre des travaux de reprise des concessions funéraires à stationner une benne allée de la Guignace, à proximité immédiate de l'entrée du cimetière.

Pour ce faire, 03 places de stationnement seront réservées au profit de l'entreprise CCE FRANCE pour permettre le stationnement de la benne d'évacuation.

## ARRÊTE

**Article 1 :** A partir du 08 juin 2026 pour une durée de 05 jours, l'entreprise CCE FRANCE – 2 rue Antoine Magne – 45400 FLEURY LES AUBRAIS sera autorisée, dans le cadre des travaux de reprise des concessions funéraires à stationner une benne allée de la Guignace, à proximité immédiate de l'entrée du cimetière.

Pour ce faire, 03 places de stationnement seront réservées au profit de l'entreprise CCE FRANCE pour permettre le stationnement de la benne d'évacuation.

**Article 2 :** Le chantier doit être visible de jour comme de nuit. La signalisation réglementaire est mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise chargée des travaux.

**Article 3 :** Les infractions au présent arrêté qui est publié et affiché dans la Commune et aux extrémités du chantier, sont constatées au moyen de procès-verbaux, dressés par tout agent de l'autorité ayant qualité à cet effet.

Lorsque le conducteur ou le propriétaire du véhicule est absent ou refuse, malgré l'injonction des agents, de faire cesser le stationnement gênant, l'immobilisation et la mise en fourrière peuvent être prescrites dans les conditions prévues aux articles L. 325-1 à L. 325-3 du Code de la Route.

**Article 4 :** Ampliation du présent arrêté est adressée à :

MM. Le Commandant de Gendarmerie  
Le Commissaire Central de Police  
Le Service de Police Municipale  
Le Service Gestion des Déchets de l'Agglomération Orléans Val de Loire,  
Le Service Assainissement de l'Agglomération Orléans Val de Loire  
Kéolis  
Pôle Territorial Nord d'Orléans Métropole,

chargés, chacun en ce qui le concerne d'en assurer l'exécution.

En application de l'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, cet arrêté est publié sur le site internet de la commune pendant un délai qui ne peut être inférieur à 2 mois.



**Philippe Dolbeault**  
adjoint délégué aux travaux et au patrimoine